Dans le monde ça se gagne

La pause ? Non pas.

L'ardeur des masses à lutter pour leurs revendications.

Au moment même où chez nous certains cherchent à endormir la classe ouvrière, lui prêchent la résignation au nom des intérêts nationaux, partout elle se dresse fièrement contre ses exploiteurs.

En Angleterre :

Les conducteurs d'autobus déclenchent la grève. A quelques jours de cette Exposition britannique que constitue le couronnement de Leurs Majestés Georges VI et Elisabeth, ils exigent la journée de 7 heures 1/2 et proclament bien haut qu'ils ne reconnaissent pas de pouvoir d'arbitrage à la « Cour d'enquête » nommée par le Gouvernement.

Les mineurs, de leur côté, préparent la grève générale pour le 22 mai.

Aux Etats-Unis :

Au lendemain de la victoire remportée par la classe ouvrière sur Ford et la General Motors, grâce aux occupations d'usines, à Hollywood 40.000 travailleurs du cinéma : scénaristes, opérateurs, machinistes, sont en grève pour l'obtention de contrats collectifs et la reconnaissance des syndicats. Les « stars » leur manifestent leur sympathie et envisagent de se joindre au mouvement.

Au Japon :

Le Gouvernement de la camarilla militaire, ayant dû dissoudre la Diète, sort écrasé de la consultation électorale.

Les partis bourgeois, libéral et conservateur, représentant la féodalité industrielle, en opposition provisoire d'intérêts avec le Gouvernement fasciste, maintiennent, malgré quelques pertes, leur position majoritaire.

Mais le grand vainqueur est le parti prolétarien des masses sociales, qui réclame la nationalisation des industries de guerre, la hausse des salaires, l'amélioration des relations avec la Chine et l'U. R. S. S.

Partout dans le monde, la classe ouvrière fait écho à l'appel lancé par le prolétariat français en mai 1936 : il se doit de conserver sa place au premier rang sur le front international de la lutte de classes.

Un an de Front Populaire

(SUITE)

La classe ouvrière risque ainsi de se trouver prisonnière des avantages conquis et cela est d'autant plus grave que, comme nul militant marxiste n'a le droit de l'ignorer, ses conquêtes dans les cadres du régime capitaliste sont essentiellement précaires. Déjà, la prochaine crise économique s'annonce par quelques remous dans les grands marchés mondiaux. Si la classe ouvrière s'use dans la défense de réalisations que le régime ne pourra pas longtemps supporter, au lieu d'abattre celui-ci, elle risque de se trouver demain en présence d'un mouvement fasciste à masque révolutionnaire qui fera luire hypocritement aux yeux des classes moyennes et des chômeurs les perspectives révolutionnaires que les socialistes au pouvoir n'auront pas su traduire en actes.

Tant pour la défense des avantages conquis que pour l'obtention de nouvelles améliorations, il importe donc que la classe ouvrière ne se laisse pas endormir par la pause, mais, au contraire, reprenne avec une vigueur accrue la lutte pour les réformes de structure incluses dans le plan de la C.G.T. : expropriation des trusts par la nationalisation des banques et des industries-clés et instauration du contrôle ouvrier sur la production et la distribution.

Mais gardons-nous de toute illusion : l'attitude même du gouvernement de Front populaire, qui n'a plus comme unique souci que la conciliation des classes, nous montre que nous ne pouvons pas compter sur l'appareil d'état de la bourgeoisie pour réaliser cette indispensable transformation sociale.

Il faut que la classe ouvrière constitue dans chaque localité, autour des comités intersyndicaux, des comités de base du Front populaire qui aient une vie réelle : leur tâche devra consister à la fois à organiser la propagande et déclencher les actions nécessaires pour que soient entreprises les réformes de structure, et à surveiller puis contrôler les agents du pouvoir bourgeois qu'ils auront à remplacer demain.

Rassembler les masses pour la lutte en faveur des réformes de structure, créer dans tous les domaines les embryons du pouvoir populaire, voilà la double mission du Front populaire de combat.

La jeunesse révolutionnaire doit coopérer avec toute son énergie à son accomplissement, car c'est son sort qui est en jeu.

LA SITUATION DANS LE PARTI

Que s'est-il passé à l'intérieur du Parti et des Jeunesses socialistes ?

On sait que 22 camarades des Jeunesses socialistes, dont 21 de la Seine, ont été exclus par une décision du Comité National mixte, que ces mêmes camarades ont été exclus du Parti socialiste par le Conseil National du 18 avril à Puteaux.

Sans faire un compte rendu détaillé des débats du Congrès National des J. S., nous pouvons dire que, loin de discuter des méthodes de propagande et d'éducation de la jeunesse socialiste, d'envisager les meilleurs moyens de conquérir la jeunesse ouvrière au socialisme révolutionnaire, tout ce congrès a été rempli d'éloges, de félicitations sans réserves au gouvernement de Front populaire, baptisé gouvernement du peuple et identifié à un gouvernement socialiste et prolétarien !

Une minorité a eu dans ce congrès « l'audace » de poser certains problèmes politiques propres au socialisme, d'affirmer que Gouvernement et Parti étaient deux choses différentes et de prétendre que, fidèle au socialisme traditionnel, elle ne concevait pas qu'on puisse féliciter un gouvernement qui maintient le service de deux ans, fait appel aux capitalistes, sous la haute direction des agents des trusts Rist, Baudoin et Rueff, pour enrichir les « marchands de mort » de 8 milliards, attache un respect sacro-saint à la légalité bourgeoise, permettant aux La Rocque et Doriot de faire protéger par la police « républicaine » leurs congrès ou réunions de dispos armés.

Nous avions prouvé que non seulement par la parole et les publications de notre Entente de la Seine, mais aussi par des actions concrètes, nous avions mené ce bon combat socialiste et révolutionnaire tel qu'il nous avait été enseigné par ceux-là mêmes qui sont actuellement ministres.

Notre cause était jugée : avec une telle « mentalité », nous risquions de « désagréger ! le mouvement des « Jeunesses socialistes » !

N'osant pas poser le problème politique devant les délégués du congrès, c'est trois jours après, dans une réunion restreinte du Comité National mixte, sous la pression du ministre Lebas et du chef de Cabinet Evrard, que l'opération d'exclusion s'effectuait... en douceur.

Quinze jours après s'ouvrait le Conseil National à Puteaux.

Il est intolérable que des camarades puissent « frapper dans le dos » les militants du Parti qui sont au gouvernement dans une situation si difficile, etc., etc... Lisez qu'il est intolérable que des camarades continuent à défendre les véritables doctrines du socialisme, alors que les ministres s'orientent de plus en plus vers la « pause » et la collaboration des classes.

Après une journée d'attaques contre les militants de la « gauche révolutionnaire » accusés de tous les crimes, on arrive à cette conclusion que la minorité du P. S. doit s'incliner sous des conditions très dures, entravant ses possibilités d'expression même à l'intérieur du Parti, ou avoir ses militants les plus actifs exclus.

Marceau Pivert accepte de s'incliner devant les « ukases » de la bureaucratie.

Mais les jeunes ont eu le tort de faire publiquement une politique véritablement socialiste, et on ne peut pas leur pardonner cela. Il est aussi impossible de désavouer le C. N. M. et force est donc d'exclure les militants du Parti déjà exclus des « Jeunesses ».

Cela pose évidemment le devoir d'une minorité révolutionnaire consciente au sein du P. S. Doit-elle, comme le propose M. Pivert, rester en veilleuse, en attente d'événements qui lui permettront de se faire une place suffisante dans le Parti pour que nulle bureaucratie ne puisse l'exclure ? Doit-elle, comme nous le pensons, sans craindre les réflexes de défense d'une bureaucratie inquiète, parler clair aux travailleurs qui attendent des mots d'ordre d'action qui ne viennent jamais et à qui on ne propose que la confiance aveugle et patiente au gouvernement de Front Populaire ?

L'expérience que va tenter maintenant la « Gauche révolutionnaire » nous donnera très bientôt une réponse.

Ou les ministres et leurs « exécuteurs de basses œuvres » ne pourront pas supporter que l'on continue, même au sein du Parti, à critiquer les capitulations gouvernementales et à développer une politique constructive qui devraient nous amener, avec l'appui des masses, de l'exercice du pouvoir à la prise du pouvoir et les exclusions sont à prévoir à un rythme accéléré.

Ou les militants révolutionnaires du P.S. accepteront de se taire dans l'espoir de conquérir, peut-être, un jour, la majorité du Parti, lorsque la situation politique sera différente et plus favorable, mais quand ? *et ne sera-t-il pas trop tard ?*

Quoi qu'il en soit, nous resterons en liaison avec eux, et tous unis peut-être bientôt, nous continuerons la lutte en commun pour un socialisme débarrassé de ses illusions réformistes.

Jeunesse, Syndicalisme et Révolution

Les grèves de juin dernier en France, le déroulement de la lutte antifasciste en Espagne, l'action des travailleurs de l'automobile aux Etats-Unis, l'actuelle grève des autobus en Angleterre illustrent de manières diverses l'importance énorme du rôle que sont amenés à jouer les syndicats à l'époque où nous vivons. Dans notre pays, à l'heure où le parti socialiste est devenu un parti gouvernemental en régime bourgeois, où le parti communiste, malgré quelques simulacres d'opposition à la politique suivie, entraîne ses masses vers l'union sacrée, l'éveil révolutionnaire ne peut se produire qu'à l'intérieur des syndicats. L'influence du P. C. ne pourra être utilement contrebattue que dans leur sein, comme on l'a vu chez les travailleurs du spectacle qui passèrent outre aux conseils de modération d'Hénaff. Cela ne signifie pas que la création d'une organisation politique révolutionnaire ne doive pas être souhaitée ni poursuivie, mais bien qu'une telle organisation ne peut s'insérer en prise directe sur les masses et ne se développera qu'à partir du moment où un puissant courant de lutte de classes aura commencé à se frayer la voie parmi les 5 millions de membres de la C. G. T.

Les conditions d'un pareil mouvement sont dès maintenant données : la lutte pour la défense des conquêtes de juin, pour les 40 heures, contre les décisions arbitrales, l'inquiétude provoquée par la hausse des prix entretiennent depuis quelques mois un intense bouillonnement dans les syndicats. Le renouvellement prochain des conventions collectives, qui devront être améliorées, l'arrêt des travaux de l'Exposition dans quelques jours, sont susceptibles d'amplifier et d'unifier ces mouvements. Mais tout dépendra, en dernier ressort, de la combattivité ouvrière et de la possibilité de se faire entendre qu'auront les militants syndicalistes révolutionnaires, encore peu nombreux. Dès maintenant, ne chuchote-t-on pas que le renouvellement des conventions collectives pourrait bien être remis à plus tard ?

Les enseignements de l'action syndicale

Aussi les jeunes travailleurs ne doivent-ils à aucun moment se désintéresser de la lutte syndicale. Sans doute est-ce là, à première vue, et pour diverses raisons, un travail ingrat. Mais chaque difficulté y trouve sa contre-partie qui la dépasse infiniment.

— Les syndicats, dit-on, sont réformistes. Il est de fait que toute la direction de la C. G. T., avec des nuances diverses, est engagée à fond dans la collaboration de classe. Les appels au calme se sont multipliés depuis juin, l'arbitrage obligatoire a été non seulement accepté, mais présenté comme un bien, tout au moins comme un moindre mal (discours de Jouhaux au C. C. N.). Mais, par contre, l'action syndicale à la base, sur le lieu du travail, conduit inévitablement les ouvriers à faire l'expérience de l'action directe et à en découvrir les fruits. La preuve en est que depuis l'obtention des contrats collectifs et des lois sociales, de nouvelles grèves ne cessent de jaillir contre toutes les brimades et le sabotage patronal, parce que les travailleurs ont compris une bonne fois qu'il n'est pas d'autre moyen efficace de faire pression sur leurs employeurs et sur le Gouvernement. Et ceci a pour l'éducation révolutionnaire des masses une valeur autrement sérieuse que les discussions théoriques, la simple propagande autour de mots d'ordre, les manifestations.

— Le travail syndical est aussi un travail prudent et obscur. Les jeunes, en particulier les jeunes militants accoutumés aux organisations politiques, ont tendance à franchir toutes les étapes d'un coup pour aboutir aux conclusions les plus catégoriques. Ils répugnent aux précautions et aux lenteurs. Or, toute tentative pour imposer d'emblée aux masses syndiquées ce genre de conclusions est vouée à l'échec. La C. G. T. U. politisée devint un organisme squelettique. Et aujourd'hui, alors que la bureaucratie syndicale est à l'affût des oppositions pour les détruire, au danger de rebuter les adhérents de base par des discussions théoriques se joint le danger d'être promptement mis à l'index, accusé de provocation, de scissionnisme, etc. Cet état de chose a pourtant l'avantage de contraindre le militant révolutionnaire à s'appuyer toujours sur des faits concrets lorsqu'il discute avec ses camarades. Le seul moyen pour lui de convaincre ceux qui l'entourent et qui, au départ, n'ont adhéré au syndicat que pour défendre leurs conditions de vie et obtenir quelques améliorations, c'est précisément de bien connaître la situation des travailleurs dans son entreprise et dans toute sa corporation, de partir des besoins et de l'expérience de tous les jours, de renoncer une fois pour toutes aux discours de meeting passe-partout. Aussi peut-on affirmer que rien ne vaut, pour la formation de militants *sérieux et éprouvés*, l'atmosphère des réunions syndicales et la discussion patiente sur le lieu du travail des problèmes de la vie ouvrière.

— Le travail syndical, objecte-t-on, est un travail borné, limité à la poursuite de quelques revendications souvent sans liens visibles avec l'ensemble de la vie politique, économique et sociale. C'est voir les choses d'une manière superficielle, et elle-même bornée. En fait, les travailleurs savent d'instinct que la plus petite victoire à l'usine intéresse tout l'ensemble du mouvement ouvrier et peut être le point de départ des plus grandes batailles. Un avantage acquis au cours de la lutte suffit parfois à mettre en branle toute l'immense machine.

Il en est de même en ce qui concerne la vie à l'intérieur du syndicat. Il n'est pas nécessaire pour le militant révolutionnaire de gagner ses camarades à l'ensemble de ses conceptions sur la lutte de classes et le renversement du régime. Il lui suffit de porter ses efforts sur un point précis, et, les circonstances aidant, tout le reste viendra par surcroît. Ce point précis, sur lequel il faut aujourd'hui batailler, c'est *la démocratie ouvrière dans les syndicats*. A l'heure où elle est de moins en moins respectée, il doit démontrer sans répit que chacun a le droit, à l'intérieur de l'organisation, d'émettre son opinion et de la faire connaître aux autres, que les minorités ont le droit d'être représentées aux organismes de direction, que la base doit être consultée et doit fournir elle-même les directives à ses chefs, que c'est par la libre discussion seulement que la classe ouvrière peut s'instruire et déterminer en connaissance de cause sa ligne de conduite, que l'action disciplinée enfin a justement pour condition la discussion la plus large jusqu'au moment où la majorité s'est prononcée.

Le Cercle lutte de classes

C'est pour défendre ces conceptions qu'est né, il y a quelques mois, le *Cercle syndicaliste lutte de classes*. Fondé par quelques métallurgistes auxquels s'adjoignirent des techniciens de l'aviation et des camarades de l'enseignement, il publia un manifeste (paru dans *la Jeune Garde* et dans quelques revues et journaux non conformistes) se proposant de revenir aux principes un peu trop oubliés du syndicalisme révolutionnaire, et de défendre la démocratie à l'intérieur des syndicats. Immédiatement il mit à l'étude, dans une série de conférences très suivies et accompagnées de discussions, les questions les plus actuelles parmi celles qui intéressent la vie ouvrière : conventions collectives, arbitrage obligatoire, nationalisations. Aux militants du début sont venus se joindre des camarades de l'imprimerie, du bois, du textile, de l'habillement, des P. T. T., des employés, des cuirs et peaux, du verre. Des sympathies se sont manifestées dans le bâtiment. Les conférences faites ont paru en schémas afin de documenter les militants et de leur fournir des arguments. Une brochure contre l'arbitrage obligatoire a rencontré un excellent accueil, en particulier dans la métallurgie (1).

La direction de l'*Union des ouvriers et ouvrières métallurgistes de la Région parisienne* exprima bientôt son inquiétude par la diffusion massive dans les usines d'un tract où les signataires du manifeste étaient qualifiés d' « anarchistes, doriotistes, trotskystes », de « diviseurs et provocateurs ». Le Cercle n'en a pas moins continué de se développer et, devant la vérification apportée par des faits tels que la hausse des prix, la pause, l'iniquité des sentences arbitrales aux principales idées du manifeste, les attaques ont dû se calmer.

Aujourd'hui, le Cercle se propose d'élargir son œuvre d'éducation et de libre discussion par la constitution de cercles locaux intersyndicaux dans la région parisienne et en province.

Tous les jeunes révolutionnaires soucieux de se documenter, de connaître à fond les problèmes ouvriers et de s'armer pour la lutte idéologique doivent entrer en rapports avec le Cercle. Ils trouveront là une excellente atmosphère d'éducation mutuelle et un mouvement authentiquement sain, en réaction contre les doctrines de « paix sociale » que la bureaucratie s'efforce en vain d'inculquer à une classe ouvrière qui depuis bientôt un an ne cesse de faire ses preuves et qui commence à connaître sa force.

(1) Pourquoi le syndicalisme ouvrier doit-il rejeter l'arbitrage obligatoire ? Editions du Cercle Syndicaliste lutte de classe. Prix 1 franc. Adresser les commandes à : Léon Duvernet. 37 rue de Paris. Boulogne (Seine)

L'arbitrage obligatoire et ses résultats

(Extrait de la brochure du cercle syndicaliste " Lutte de Classe ")

L'arbre se juge à ses fruits, dit le proverbe. La valeur de l'arbitrage se juge à ses résultats. Les premières sentences rendues, en application de la loi, montrent que les arbitres et sur-arbitres à la dévotion du patronat ont bien défendu les intérêts de ces derniers.

La publication de la liste de ces sentences, accompagnées de leurs « attendus » et « considérants », pour aussi nécessaires qu'elle soit, n'est pas possible dans le cadre de cette brochure. Limitons-nous à citer les plus caractéristiques.

La première sentence rendue, avant même la promulgation de la loi, celle concernant le conflit des Aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle) eut comme conclusion le déplacement de deux ouvriers cégétistes. *Victoire patronale.*

La sentence de la grève des métallurgistes de Lille eut comme conclusion le licenciement d'un délégué syndical de l'usine de Fives-Lille, le déclassement de catégorie de plusieurs ouvriers et la reprise échelonnée des grévistes. *Victoire patronale.*

La sentence rendue après la grève des métallurgistes de Merville (Nord) ordonnait la reprise immédiate par le patron des 520 ouvriers. Plusieurs semaines après celle-ci, 150 ouvriers n'étaient pas encore réintégrés. *Victoire patronale.*

La sentence rendue dans le conflit des métallurgistes du Bassin de la Sambre supprimait pratiquement l'exercice du droit syndical à l'usine, restreignant les attributions des déléguées d'ateliers, sanctionnait par des mises à pied allant de 8 jours à 4 mois, 7 ouvriers et techniciens. En raison de sa gravité, nous publions intégralement cette sentence en annexe. *Victoire patronale.*

La première sentence rendue dans le conflit des métallurgistes des usines Peugeot à Sochaux se traduit par deux renvois, camouflés en mise en congé payé et par deux déplacements. De plus, la direction des usines Peugeot demande des poursuites judiciaires contre plusieurs ouvriers. *Victoire patronale.*

La grève de la maison Maggi à Paris, motivée par le licenciement de délégués syndicaux et contre les lenteurs de la procédure arbitrale engagée a abouti, par suite du freinage des dirigeants syndicaux, au licenciement de 150 ouvriers. *Victoire patronale.*

Les ouvriers du bâtiment de Nantes ont été contraints de décréter la grève générale illimitée pour protester contre une sentence arbitrale ne leur accordant qu'une insuffisante augmentation de salaire.

Ces quelques exemples se passent de commentaires. Ils sont autant de condamnations portées contre l'arbitrage obligatoire et ses partisans.

LE PREMIER MAI ET LES CHAUFFEURS DE TAXI

Il a suffi d'un an d'exercice du pouvoir par le gouvernement de Front populaire pour que la direction du Syndicat des Cochers-Chauffeurs ordonne à ses corporants de ne pas faire grève le premier mai. Des chauffeurs ayant trente années de métier sont obligés de travailler pour la première fois de leur vie en ce jour de luttes et de revendications.

Le mécontentement est grand parmi les camarades. On a prétexté la nécessité de transporter les manifestants à la République et à la Nation, mais les chauffeurs de taxi n'acceptent pas d'êtres les domestiques des grévistes. Il est certain que, faute de moyen de transport, les véritables militants se seraient rendus à pied sur les lieux de la manifestation.

A la dernière minute, le Bureau du Syndicat a décidé que la journée de travail devrait être versée pour l'Espagne et pour les lockoutés de la Citax — qui attendent depuis trois mois.

Si les décisions avaient été prises démocratiquement, les chauffeurs auraient, peut-être, accepté, mais ils ne veulent pas de la dictature de la direction syndicale. Déjà, à la réunion G 7-Vicq d'Azir, le responsable du centre n'a pu parler. Il faut que les chauffeurs partisans de l'action de classe se regroupent dans leur syndicat et exigent qu'il lutte pour un contrat collectif sérieux, pour les véritables quarante heures, etc.

VIE DES GROUPES

LE Ve GROUPE

La vie du Groupe n'a été nullement atteinte par la dissolution décidée par le C.N.M. Tous les camarades reconnaissent les camarades qu'ils ont mis à la tête de l'Entente comme seuls responsables. La circulaire de ces camarades a été adoptée à l'unanimité.

Les réunions ont lieu tous les vendredis, au local des E.S., 11, rue Jean-de-Beauvais. Le bureau du Groupe a été reconstitué. Beaucoup de camarades qui avaient abandonné les J.S., étant en désaccord avec la ligne suivie par le Parti et le Gouvernement, reviennent au Groupe qui, de ce fait, aura une activité plus sérieuse et plus profitable.

Pour tous les renseignements, écrire au local, 11, rue Jean-de-Beauvais.

VIIe GROUPE

Le VIIe Groupe avait comme Secrétaire un de ces « 22 éléments indésirables » qui troublèrent tant le sommeil du C.N.M. !

Le Groupe fut donc très sensible aux exclusions et à la dissolution de l'Entente; mais les camarades surent garder, entre eux, des contacts sérieux et la vie locale du Groupe continua comme auparavant. Du côté de la Section adulte, nous conservions beaucoup de sympathies, mais tout en ayant protesté de son mieux contre les exclusions, elle les accepta et tenta de reconstituer un Groupe orthodoxe et conformiste.

Nous ne pouvons que regrettez la perte d'adhérents qui n'iront ni aux J.S. orthodoxes, ni avec nous, mais qui retourneront à leurs pantoufles. Mais ça c'est une autre histoire et ce n'est pas nous qui avons « cassé les œufs ». Pour nous, la lutte continue. Sans faux enthousiasme, sérieusement, parce que nous savons combien notre tâche sera rude, nous sommes résolus à tenir jusqu'au bout.

Réunions du Groupe tous les lundis, à 21 heures, salle « A l'Entr'acte », 23 *bis*, avenue de la Motte-Picquet (7e).

XIVe GROUPE

Chez nous, pression systématique des adultes. Charles Pivert, le mauvais superviseur de la *Jeune Garde*, est membre de la Section. Malgré tout, solidarité avec les exclus.

XXe GROUPE

Les trois minoritaires ne veulent même plus réadhérer aux J.S. Ils se dirigent vers les J.L.R. ? Les autres camarades veulent travailler dans la nouvelle Fédération avec les exclus.

CLICHY

De la fusillade du 16 mars, la jeunesse socialiste de Clichy avait à tirer des leçons. Elle avait plus que toute autre, ce jour-là, participé à l'action. Plus que toute autre, elle vivait, depuis l'avènement du Gouvernement de Front Populaire, dans cet état d'hypnose imposé par le Parti socialiste à sa Jeunesse. Plus spontanément, plus énergiquement que toute autre, devant une telle épreuve de duperie, elle se devait de réagir.

***

Depuis, des difficultés d'ordre politique, amenuisant notre force d'action, nous avaient momentanément contraints à l'anonymat. Mais des camarades partis, il y a quelques mois, parce que convaincus de l'inefficacité de l'effort dans la S.F.I.O., sont venus nous rejoindre. Ensemble, nous avons approuvé les directives des camarades du centre, et décidé qu'à Clichy, nous continuerions la véritable lutte 'révolutionnaire, telle que nous l'avions menée jusqu'à présent. Il n'y a pas d'exemple qu'un trait de plume sur 22 noms, suffise à briser un effort, à condamner une politique juste.

Pour nous, telle est encore, aujourd'hui, notre volonté. Mais cette volonté sait ce qu'elle sert : la Révolution !

Et elle ne faillira pas à sa tâche !

Aujourd'hui, le Groupe de Clichy des Jeunesses Socialistes autonomes fonctionne. Il se réunit chaque mardi, à 8 h. 45, salle Sustruit, Rond-Point Victor-Hugo.

P. M. (exclu).

CLAMART

20 camarades ont envoyé leur démission de la S.F.I.O. Nous les avons en main et voulons participer à la création de la Fédération autonome.

LA COURNEUVE

Le Groupe, bien que faible, est solidaire de la politique de l'Entente dissoute. Il attend les directives.

MAISONS-ALFORT

Solidarité pleine et entière avec les vingt-deux. Nous attendons les directives. Voici les adresses des militants d'accord.

LA GARENNE

Les copains veulent de l'action. Ils sont heureux de la reparution de la *Jeune Garde* et sont décidés à faire tous leurs efforts pour assurer la parution régulière.